

Politique de dénonciation

Connexions sécurisées

Ce document est fourni en version traduite afin d'en améliorer la lisibilité. La version définitive et contraignante reste la "Politique de dénonciation" originale du groupe NORMA en anglais, disponible à l'adresse suivante :

https://powered-by.qbank.se/norma/TTW/Digital_WhistleBlower_3-1Z-6-230508-SE.pdf

Contenu

1. Introduction	2
2. Champ d'application et objectif	3
3. La dénonciation	4
3.1. Qu'est-ce qui peut être signalé ?	4
3.2. À qui faire rapport ?	4
3.2.1. Rapport confidentiel au service de conformité du groupe NORMA	4
3.2.2. Signalement anonyme via le système de dénonciation BKMS®	5
3.2.3. Autres canaux de signalement	5
3.3. Comment faire un rapport ?	5
4. Protection des lanceurs d'alerte	6
4.1. Droits légaux	6
4.2. Protection contre les représailles	6
4.5. Faux rapports	7
5. Traitement des rapports	7
5.1. Réception des rapports	7
5.2. Traitement des rapports	7
7. Révision	9

1. Introduction

Chère lectrice, cher lecteur,

Chez NORMA Group, nous vivons et travaillons selon une norme : construire des connexions "sécurisées" pour chaque jour de notre vie professionnelle. En tant que leader dans le domaine de la technologie de l'assemblage, les connexions sécurisées sont à la base de tout ce que nous faisons. Cela témoigne de notre engagement à construire et à maintenir l'intégrité, la fiabilité et la transparence dans nos pratiques commerciales.

Nous sommes déterminés à conduire des changements positifs. Cela est particulièrement vrai pour la manière dont nous menons nos activités et dont nous interagissons les uns avec les autres, ainsi qu'avec les personnes et les entreprises extérieures au groupe NORMA. C'est la raison d'être de la Conformité au sein du Groupe NORMA - parce que les connexions sécurisées sont les fondements de notre activité. La réputation de NORMA Group est un bien précieux qui est essentiel au succès de l'entreprise. Pour la préserver, nous nous engageons à veiller à ce que nos processus commerciaux répondent aux normes d'intégrité les plus élevées.

Nous considérons que de solides procédures de dénonciation sont un élément clé d'une bonne culture d'entreprise. Nous nous efforçons toujours de créer un environnement de confiance et de communication ouverte qui permette à nos employés de soulever des questions, des idées et des préoccupations. C'est dans cet esprit que nous avons élaboré et mis en œuvre un système qui aide les personnes à dénoncer les comportements inappropriés dans un climat de confiance. Ce système garantit que les rapports sont pris au sérieux et que les informations soumises sont traitées de manière confidentielle. Comme indiqué dans notre code de conduite, les violations de la loi ou les comportements contraires à l'éthique peuvent nuire à la réputation du groupe NORMA et entraîner de graves conséquences juridiques. Il est de la responsabilité de chacun d'entre nous d'empêcher que cela ne se produise et de protéger la réputation de notre entreprise sur le marché.

Nous attendons de vous que vous agissiez toujours avec honnêteté et équité. Les comportements illégaux et contraires à l'éthique sont interdits. Les cas suspects feront l'objet d'une enquête et pourront entraîner des conséquences disciplinaires et juridiques. Si vous avez connaissance d'activités illégales, contraires à l'éthique ou malhonnêtes ou de risques qui mettent en péril les activités du groupe NORMA, cette politique de dénonciation vous demande de "parler".

Maintal, mai 2023

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Jan Löffler'.

Jan Löffler,
Vice-président exécutif RH et intégrité

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Dr. Gisa Ortwein'.

Dr. Gisa Ortwein,
Directeur Intégrité

2. Champ d'application et objectif

Cette politique de dénonciation (la "politique") s'applique à NORMA Group SE et à ses filiales directes et indirectes ("NORMA Group") et est disponible sur l'intranet et le site web de NORMA Group. Elle s'applique à tous les employés, administrateurs et dirigeants actuels ou anciens du groupe NORMA ainsi qu'à d'autres personnes ayant un lien avec le groupe NORMA, comme les clients, les contractants, les fournisseurs, les conseillers, les auditeurs, etc.¹

Dans le cadre de cette politique, le travail rémunéré et le travail non rémunéré sont pris en compte de la même manière. Par conséquent, cette politique s'applique également aux personnes qui effectuent leur travail sur une base volontaire au sein du groupe NORMA ou pour toute autre entreprise ou organisation liée au groupe NORMA. En tant qu'entreprise mondiale, le groupe NORMA opère dans plusieurs pays et est soumis à diverses lois locales applicables. Si les lois locales sont en contradiction avec la présente politique ou imposent un niveau de protection plus élevé, ces lois locales prévalent. Avec cette directive, le groupe NORMA vous informe des exigences en matière de contenu des rapports, des canaux de signalement ainsi que de la protection des dénonciateurs. Cette politique illustre la manière dont le groupe NORMA soutiendra et protégera les dénonciateurs contre les représailles. Elle décrit également comment le groupe NORMA assure le traitement équitable des personnes nommées dans les rapports. Toutefois, cette politique ne peut pas couvrir toutes les situations que vous pourriez rencontrer dans vos activités quotidiennes. C'est pourquoi le groupe NORMA vous encourage à discuter ouvertement des questions de conformité. Souvent, poser une question est le meilleur moyen de déterminer si une action est inappropriée et ne respecte pas la loi applicable.

¹ Elle s'applique également à un parent, à une personne à charge ou à une personne à charge du conjoint de l'une des personnes susmentionnées.

3. Dénonciation

En termes simples, la dénonciation est le processus qui consiste à signaler un acte perçu comme répréhensible à une personne investie d'une autorité.

Dans la présente politique, un dénonciateur est défini comme suit :

- une personne qui rapporte,
- à une ou plusieurs des parties spécifiées plus loin dans la présente politique,
- une activité qu'il ou elle considère comme
- illégale, malhonnête, contraire à l'éthique ou autrement inappropriée.

3.1. Que peut-on signaler ?

Les comportements à signaler qui donnent droit à une protection en vertu de la présente politique ("comportements à signaler") comprennent les préoccupations suivantes sur des soupçons ou des faits avérés

- les comportements interdits en vertu de la directive européenne 2019/1937 sur la protection des lanceurs d'alerte ou de ses lois de transposition locales, en particulier les **comportements illégaux**, y compris, mais sans s'y limiter, la fraude, la corruption, les pots-de-vin, les violations de la législation antitrust, le détournement de fonds ou le blanchiment d'argent,
- **conduite portant atteinte aux actifs ou aux intérêts du groupe NORMA,**
- **une conduite qui viole les politiques du groupe NORMA** (par exemple, le code de conduite du groupe NORMA, la politique anti-corruption, le code de conduite des fournisseurs).²

Pour éviter toute ambiguïté, les **comportements à signaler** ne comprennent pas les **"plaintes personnelles liées au travail"**. Il s'agit de plaintes

- concernant la relation de travail actuelle ou antérieure d'un employé³ et
- qui sont personnellement liées à cette personne et n'ont pas d'implications plus larges pour le groupe NORMA.

Par exemple, un conflit interpersonnel entre employés, ou une décision relative à l'emploi ou à l'engagement, telle qu'une décision de licenciement.

la mutation, la promotion ou la sanction disciplinaire d'un salarié.

En outre, veuillez noter que la protection des dénonciateurs prévue par la présente politique ne s'applique pas aux fausses notifications faites de mauvaise foi. L'objectif de cette politique est de protéger les personnes qui signalent un comportement à signaler sur la base de faits compréhensibles et en toute bonne foi. Tout signalement effectué de bonne foi donne droit à une protection au titre de la présente politique.

3.2. À qui faire rapport ?

3.2.1. Rapport confidentiel au service de conformité du groupe NORMA

Si vous avez connaissance d'une conduite à signaler ou si vous la soupçonnez raisonnablement, veuillez en faire part aux Compliance Officers du groupe NORMA. Les coordonnées de contact se trouvent dans la section 6. Vous pouvez également utiliser le contact e-mail suivant :

compliance@normagroup.com

² Selon la loi australienne, il s'agit également d'une mauvaise conduite ou d'une situation inappropriée par rapport à une société du groupe ou d'un danger pour le public ou le système financier.

³ ou un parent ou une personne à charge qui est salarié.

Toute question relative à cette politique ou à d'autres politiques peut être adressée à tout moment à NORMA Group Compliance ou à vos délégués locaux à la conformité. Nous vous encourageons à nous communiquer votre identité lorsque vous faites un rapport, car cela nous permettra de traiter plus facilement votre rapport. Bien entendu, ces informations resteront strictement confidentielles.

3.2.2. Signalement anonyme via le système de dénonciation BKMS

*Lorsque vous soumettez votre rapport, vous ne devez pas nécessairement vous identifier ou indiquer votre rôle au sein du groupe NORMA. Vous pouvez choisir de le faire de manière anonyme. Dans ce cas, le groupe NORMA vous demande de signaler la faute présumée en utilisant le **BKMS® Whistleblower System**. Il est accessible à l'adresse [suivante : https://www.bkms-system.net/normagroup](https://www.bkms-system.net/normagroup).*

Le groupe NORMA met le système BKMS® à la disposition de ses employés, de ses clients, de ses fournisseurs et des parties prenantes comme moyen de signaler une conduite à signaler. De cette manière, il fonctionne également comme un canal externe permettant à des personnes extérieures au groupe NORMA de soumettre un rapport, soit de manière nominative, soit de manière anonyme. Avec le système BKMS®, le groupe NORMA vise à protéger efficacement les dénonciateurs. Le système représente une plate-forme de communication sécurisée par les technologies les plus récentes. Il permet également la soumission de rapports anonymes. Le principe fondamental du système BKMS® est de protéger l'identité du dénonciateur. Le système

La fonctionnalité de protection de l'anonymat est certifiée et peut être vérifiée à tout moment du processus. Le cryptage et d'autres méthodes de sécurité spéciales garantissent l'anonymat des rapports. Le système BKMS® offre la possibilité de mettre en place une boîte aux lettres sécurisée. Grâce à cette boîte postale, NORMA Group Compliance peut informer régulièrement le déclarant de l'état d'avancement du traitement de son rapport. En outre, il est possible de répondre à des questions via cette boîte aux lettres et le déclarant peut soutenir activement l'enquête sur les faits. L'anonymat du déclarant n'est pas affecté par la mise en place d'une boîte postale. Seuls les membres du Bureau des rapports internes du groupe NORMA ont accès aux rapports entrants. Ils peuvent contacter le dénonciateur via la boîte aux lettres sécurisée pour lui fournir des informations ou lui poser des questions complémentaires. Cela permet de communiquer tout en conservant l'anonymat.

3.2.3. Autres canaux d'information

Bien que le Groupe NORMA préfère que les rapports soient transmis aux contacts mentionnés dans les sections 3.2.1 et 3.2.2 ci-dessus, il est important de noter que selon certaines lois nationales, la conduite à signaler peut également être communiquée à d'autres membres définis de l'entité respective du Groupe NORMA.⁴ Au sein de l'Union européenne, il est possible de signaler une conduite à signaler soit en interne via les canaux de signalement mentionnés ci-dessus, soit en externe auprès des autorités compétentes locales respectives.⁵ Le groupe NORMA encourage tous les employés à soumettre des rapports aux canaux de signalement internes mentionnés ci-dessus afin de s'assurer que leurs rapports sont traités aussi rapidement que possible et que toute infraction peut être rectifiée sans délai.

Veuillez noter que les canaux de communication interne sont sécurisés et conduisent à la protection des dénonciateurs dans les conditions énoncées dans la présente politique, tandis que les communications externes doivent être conformes aux exigences légales et qu'une violation de ces exigences peut avoir des conséquences négatives importantes. Veuillez également noter que le groupe NORMA s'engage à accorder une protection complète aux dénonciateurs conformément à la directive européenne, bien que la directive européenne⁶ ne soit pas encore entrée en vigueur dans tous les États membres (étant donné qu'elle doit être incorporée dans le droit national par chacun des États membres de l'Union européenne).

3.3. Comment faire un rapport ?

C'est à vous de décider de la manière dont vous souhaitez présenter votre problème - toute forme d'approche décrite au point 3.2 est acceptable dans le cadre de la présente politique. Veuillez toutefois noter que vous ne recevrez un accusé de réception

⁴ Selon la législation applicable, il peut s'agir de membres de l'entreprise qui prennent ou sont impliqués dans des décisions qui affectent la totalité ou une partie importante des activités de l'entreprise, ou qui ont la capacité d'affecter de manière significative la situation financière de l'entreprise.

⁵ Veuillez également consulter le site <http://www.normagroup.com/corp/en/Compliance/Whistleblowerprotection/locallegislation>.

⁶ La directive peut être consultée dans toutes les langues de l'UE à l'adresse suivante <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/DE/TXT/?uri=CELEX%3A32019L1937>

ou des informations, par exemple concernant les résultats éventuels d'une enquête sur les faits signalés, que si vous choisissez l'un des canaux de signalement suivants :⁷

E-Mail à NORMA Group Compliance
(compliance@normagroup.com)

Système de dénonciation BKMS

Quoi qu'il en soit, le groupe NORMA vous demande d'**exprimer votre inquiétude le plus tôt possible**, car la détection précoce des lacunes peut permettre d'éviter des dommages (financiers) et, en général, il est plus facile de remédier à la situation. À votre demande, un entretien personnel avec un membre de l'équipe Compliance au niveau du groupe ou avec votre délégué Compliance local peut être organisé dans les sept jours suivant cette demande.

Lorsque vous soumettez votre rapport, il vous est demandé de fournir les informations suivantes :

- La **nature** de votre préoccupation ;
- le **contenu de votre** allégation (preuves disponibles) ; et
- **des détails** concernant le contexte et l'historique de votre préoccupation. Bien qu'il ne vous soit pas demandé de prouver hors de tout doute la véracité de vos soupçons, vous devrez démontrer que vous agissez de **bonne foi**. Cela signifie que vous êtes réellement préoccupé par une prétendue faute professionnelle commise par ou au sein du groupe NORMA et qu'il existe des motifs raisonnables pour justifier votre inquiétude.

4. Protection des dénonciateurs

Le groupe NORMA reconnaît que les rapports internes sont essentiels pour découvrir les fautes professionnelles et prévenir les pertes financières et les atteintes à la réputation du groupe NORMA. Par conséquent, un rapport fait de bonne foi n'entraînera aucun désavantage pour la personne qui l'a fait.

4.1. Droits légaux

Afin d'encourager les dénonciateurs à s'exprimer et à faire part de leurs préoccupations, la législation de différents pays leur accorde certains droits et protections juridiques. La présente politique tient compte des lois applicables, telles que l'Australian Corporations Act 2001 (Cth) et la législation de l'Union européenne, qui protègent les personnes qui signalent ou divulguent certains faits. Cela suppose que les rapports soient faits conformément à la loi et, surtout, en toute bonne foi.

4.2. Protection contre les représailles

Le groupe NORMA est conscient que la décision de faire un rapport peut être source d'anxiété. En même temps, vous ne devriez rien avoir à craindre si vous êtes convaincu de la véracité de votre inquiétude. Par conséquent, le groupe NORMA protège les dénonciateurs agissant de bonne foi contre les préjudices, le licenciement, la rétrogradation et d'autres formes de représailles. Le groupe NORMA garantit qu'aucune sanction sociale, disciplinaire, pénale ou civile n'est imposée aux dénonciateurs et qu'ils sont protégés contre les désavantages. Le groupe NORMA ne tolère aucune forme de harcèlement à l'égard des dénonciateurs et prendra les mesures appropriées pour les protéger. Tout comportement discriminatoire à l'égard des dénonciateurs est strictement interdit et sera systématiquement sanctionné par le groupe NORMA par le biais d'une action disciplinaire. Le groupe NORMA encourage toutes les personnes soumises à cette politique à signaler tout acte ou toute suspicion de représailles suite à un signalement dans le cadre de cette politique, comme décrit dans la section 3.

4.3. Soutien pendant le processus

Le groupe NORMA s'engage à soutenir les dénonciateurs tout au long du processus d'enquête. Ils recevront le soutien de l'organisation de conformité du groupe NORMA. Par exemple, un dénonciateur peut être transféré sur un autre lieu de travail pendant la durée d'une enquête afin d'être protégé. Les dénonciateurs qui ne sont pas des employés du groupe NORMA reçoivent également des conseils et un soutien appropriés.

4.4. Confidentialité

L'identité du dénonciateur restera confidentielle. Il en va de même pour l'identité de la (des) personne(s) concernée(s) ou d'autres personnes mentionnées dans le rapport. Leur identité ne peut être connue que des personnes chargées de recevoir

⁷ À moins que la législation locale ne prévoit un canal de signalement local supplémentaire, par le biais duquel un retour d'information/une communication appropriés sont mis en place.
principe possible. Veuillez noter <http://www.normagroup.com/corp/en/Compliance/Whistleblowerprotection/locallegislation>.

les rapports ou de prendre des mesures de suivi. Le groupe NORMA ne révélera l'identité d'un dénonciateur ou des informations susceptibles d'identifier un dénonciateur à des tiers que dans les cas suivants

- le consentement du dénonciateur a été donné
- elle est autorisée par la loi (par exemple, dans le cadre de la consultation d'avocats) ou
- si les autorités ou les tribunaux exigent la divulgation de certaines informations, le dénonciateur sera informé à l'avance de la divulgation de son identité, à moins que l'autorité ou le tribunal concerné n'ait informé le groupe NORMA que l'information compromettrait les enquêtes, les investigations ou les procédures judiciaires concernées.

Si vous avez choisi de rester anonyme, votre anonymat sera protégé pendant la procédure. Dans le système de dénonciation BKMS®, votre anonymat est protégé par une solution technique certifiée, à condition que vous ne saissiez aucune donnée révélant votre identité. À aucun moment de la procédure de signalement, il ne vous sera demandé d'informations personnelles.

Le groupe NORMA est conscient qu'au cours de l'enquête sur un rapport, il peut arriver que des informations soient divulguées qui pourraient conduire à l'identification du dénonciateur. Néanmoins, le groupe NORMA prendra toutes les précautions légalement possibles et les mesures raisonnables pour atténuer ce risque. Si une enquête conduit à l'ouverture d'une procédure disciplinaire ou autre, il peut vous être demandé de témoigner. Si vous acceptez d'être appelé à témoigner, vous bénéficierez d'un niveau maximal de protection, de soutien et de conseil.⁸

4.5. Faux rapports

Si vous faites un rapport en croyant raisonnablement qu'il est vrai, alors que l'enquête aboutit à une conclusion différente, le groupe NORMA reconnaîtra votre préoccupation et vous n'aurez aucune raison de craindre que des mesures soient prises à votre encontre.

Toutefois, si vous faites une allégation de manière frivole, malveillante ou à des fins personnelles, en accusant sciemment et à tort quelqu'un d'autre d'un mauvais comportement, le groupe NORMA prendra les mesures disciplinaires qui s'imposent ou pourra même envisager une action en justice.

5. Traitement des rapports

5.1. Réception des rapports

En principe, tous les rapports soumis via le BKMS Whistleblower System du groupe NORMA ou à l'adresse électronique compliance@normagroup.com, seront envoyés à NORMA Group Compliance. Si vous faites votre rapport par inadvertance à du personnel non compétent, votre rapport sera également transmis à Norma Group Compliance.

5.2. Traitement des rapports

Tous les rapports soumis dans le cadre de cette politique seront pris au sérieux et analysés par les responsables de la conformité du groupe NORMA.

Les délégués. Ils décideront si les allégations soulevées doivent faire l'objet d'une enquête. Si vous soumettez un rapport, vous recevrez

une confirmation de réception par l'organisation de conformité du groupe NORMA dans les sept jours. Ce n'est pas le cas si vous

envoyer un message de manière anonyme sans mettre en place une boîte aux lettres sécurisée.

E-Mail à NORMA Group Compliance
(compliance@normagroup.com)

Système de dénonciation BKMS⁹

⁸ Veuillez noter qu'en vertu de la législation de nombreux pays, vous devrez témoigner devant les autorités et les tribunaux même si vous n'y consentez pas.

Cela implique que les autorités et les tribunaux connaissent votre identité et votre lien avec une conduite signalée. Par conséquent, le groupe NORMA prend au sérieux les mesures de confidentialité susmentionnées et vous encourage à utiliser le système de dénonciation BKMS® si vous n'êtes pas sûr de pouvoir révéler votre identité.

⁹ Pour recevoir un accusé de réception, il est nécessaire de créer une boîte aux lettres.

Chaque rapport de dénonciation est évalué et une décision est prise sur la manière de procéder. Tous les rapports de dénonciation ne donnent pas nécessairement lieu à une enquête.

Les préoccupations soulevées peuvent conduire à :

- une enquête dirigée par l'organisation de conformité du groupe NORMA ou l'un de ses membres.
- un audit interne ;
- une enquête indépendante menée par un tiers ; ou
- le renvoi aux autorités locales, par exemple à la police.

Si vous soumettez votre rapport via les canaux de rapport susmentionnés, l'organisation de conformité du groupe NORMA vous fournira un retour d'information sur les mesures prises à la suite du rapport, en principe dans un délai de trois mois. Cette déclaration peut également contenir le contenu suivant : les enquêtes n'ont abouti à aucune preuve concernant la préoccupation signalée et, par conséquent, les enquêtes ont été arrêtées.

Toutes les mesures seront prises de manière objective et équitable et de manière appropriée à la lumière de la nature de la conduite signalée.

Si vous choisissez de soumettre votre rapport directement aux Compliance Officers du Groupe NORMA ou (de manière anonyme) via le système BKMS®, vous recevrez un accusé de réception. En outre, le Compliance Group de NORMA peut également communiquer avec vous dans ces cas. Si vous choisissez d'utiliser le système BKMS®, la communication est possible même si vous restez anonyme (à condition que vous configuriez une boîte aux lettres). La possibilité de communiquer et de clarifier des questions sur le contenu d'un rapport est importante pour analyser une situation.¹⁰

Si vous décidez de soumettre un rapport de manière anonyme ou sans boîte postale dans le système BKMS®, cette analyse ne peut être que

L'enquête est menée sur la base des informations fournies dans le rapport. Si les Compliance Officers du groupe NORMA décident d'enquêter sur le rapport, la personne accusée sera informée du processus en cours à un moment précis. Elle a la possibilité de répondre aux allégations formulées. Cela permet de garantir un traitement équitable des personnes mentionnées dans les rapports. Le groupe NORMA assure que, en ce qui concerne la présente politique, les données à caractère personnel seront collectées, utilisées, stockées, transférées et traitées d'une autre manière avec le plus grand soin et conformément aux réglementations applicables en matière de protection des données.

6. Contact

Les rapports peuvent être soumis à

Vice-président exécutif des ressources humaines et de l'intégrité

Jan Löffler

Edisonstr. 4

63477 Maintien

Allemagne

Téléphone : +49 6181 61027 +49 6181 61027 610

Courriel : jan.loeffler@normagroup.com

Directeur Intégrité

Dr. Gisa Ortwein

Edisonstr. 4

63477 Maintien

Allemagne

Téléphone : +49 6181 61027 611 +49 6181 61027 611

Courriel : gisa.ortwein@normagroup.com

Les coordonnées des délégués à la conformité de NORMA Group se trouvent sur l'intranet (Departments/Compliance). Les délégués à la conformité du groupe NORMA peuvent être contactés par l'intermédiaire de l'adresse électronique suivante :

¹⁰ En outre, dans les pays où la législation locale prévoit un canal de signalement local supplémentaire, le retour d'information/la communication est également assuré.

possible en principe. Veuillez noter <http://www.normagroup.com/corp/en/Compliance/Whistleblowerprotection/locallegislation>.

compliance@normagroup.com

Système de dénonciation BKMS® du groupe NORMA (<https://www.bkms-system.net/normagroup>)

7. Révision

Cette politique de dénonciation est soumise à une révision régulière par le service de conformité du groupe NORMA et peut être modifiée en raison de changements dans la législation applicable ou dans les activités du groupe NORMA. Il est donc nécessaire de s'assurer que vous vous fiez à la version la plus récente qui peut être consultée à l'adresse suivante : <https://www.normagroup.com/Compliance>.